



**HAL**  
open science

## L'année du Mexique

Olivier Dabène

► **To cite this version:**

Olivier Dabène. L'année du Mexique. Les études du CERI, 2022, Amérique latine. L'Année politique 2021, n° 259-260, pp.5-13. hal-03676299

**HAL Id: hal-03676299**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03676299>**

Submitted on 10 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Introduction

### L'année du Mexique

Olivier Dabène

Dans une actualité dominée par les ravages humanitaires provoqués par la Covid-19, l'Amérique latine a connu en 2021 une évolution de ses repères géopolitiques qui pourrait faire date. Le Mexique, géant longtemps endormi, s'est en effet employé à se repositionner face à son voisin américain tout en multipliant les initiatives en direction de l'Amérique latine, dans un contexte toujours marqué par l'absence du Brésil. L'ensemble a toutefois manqué de cohérence.

Après avoir renégocié en 2019 l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), rebaptisé Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (ACEUM), le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO) et son très actif ministre des Relations extérieures Marcelo Ebrard ont arrêté avec les Etats-Unis un nouveau « cadre bicentenaire pour la sécurité, la santé publique et la protection des communautés »<sup>1</sup> appelé à remplacer l'initiative de Mérida lancée par les présidents Bush et Calderón en 2008. La « responsabilité partagée » qui inspirait cette dernière n'a pas empêché la violence d'exploser au Mexique, tandis que les cas de décès par overdose de drogue se multipliaient aux Etats-Unis. L'agenda n'est cette fois plus limité au trafic de drogue, ce qui constitue une évolution notable. En novembre, AMLO a rencontré Joe Biden et Justin Trudeau afin de relancer un dialogue interrompu depuis cinq ans. « Los three amigos » ont notamment évoqué les questions de santé globale et les migrations<sup>2</sup>. Cette tentative pour placer la relation bilatérale avec les Etats-Unis sur de nouveaux rails a rencontré certaines limites. Le projet phare d'un plan Marshall pour l'Amérique centrale lancé en 2019<sup>3</sup> est par exemple resté au point mort.

Parallèlement, la reprise du dialogue avec les Etats-Unis n'a pas empêché AMLO de chercher à relancer le multilatéralisme latino-américain, sur la base d'un rejet de l'Organisation des Etats américains (OEA) et d'une relance de la Communauté d'Etats latino-américains et caribéens (Celac) dont il a assuré la présidence en 2021.

Dès le 17 février, Marcelo Ebrard déplorait devant le Conseil de sécurité de l'ONU<sup>4</sup> l'accaparement des vaccins par les pays riches. Parlant au nom de la Celac, le Mexique se posait de fait en leader régional. D'autres prises de position sont allées dans le même sens tout au long de l'année, sans que le contenu des messages soit toujours parfaitement clair. Le 24 juillet, AMLO a évoqué la nécessité de construire « quelque chose qui ressemble à l'Union européenne »,

---

<sup>1</sup> The White House, « Fact sheet : U.S.-Mexico high-level security dialogue », 8 octobre 2021 ([www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/10/08/fact-sheet-u-s-mexico-high-level-security-dialogue/](https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/10/08/fact-sheet-u-s-mexico-high-level-security-dialogue/)).

<sup>2</sup> The White House, « Building back better together : A secure, prosperous North America », 18 novembre 2021 ([www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/11/18/building-back-better-together-a-secure-prosperous-north-america/](https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/11/18/building-back-better-together-a-secure-prosperous-north-america/)).

<sup>3</sup> E. Camhaji, « México impulsa el "Plan Marshall" para Centroamérica a la espera del dinero de EE UU », *El País*, 20 mai 2019 ([https://elpais.com/internacional/2019/05/20/mexico/1558365443\\_972899.html](https://elpais.com/internacional/2019/05/20/mexico/1558365443_972899.html)).

<sup>4</sup> Dont le Mexique est membre non permanent en 2021.

en remplaçant l’OEA par « un organisme vraiment autonome, qui ne soit la quai de personne ». Dans le même discours<sup>5</sup>, il dressait un éloge de Cuba, fondé sur sa capacité à résister aux Etats-Unis depuis soixante-deux ans. Un mois avant, le 23 juin, alors que cent quatre-vingt-trois pays avaient voté contre les sanctions à l’Assemblée générale des Nations unies, AMLO avait lancé un appel à l’envoi d’aide humanitaire à Cuba. Il a aussi fait de Cuba son invité spécial lors des commémorations du bicentenaire de l’indépendance de son pays.

Le Mexique s’est aussi montré actif à propos du Venezuela en accueillant une nouvelle série de négociations entre le gouvernement et l’opposition orchestrées par la Norvège. Un premier accord, portant sur la crise humanitaire, a été conclu qui prévoyait de mobiliser des ressources pour acheter des vaccins. Ces négociations ont toutefois été interrompues le 16 octobre à la suite de l’extradition d’Alex Saab<sup>6</sup> aux Etats-Unis.

Dans sa quête de leadership régional, AMLO a trouvé un allié en la personne du président argentin Alberto Fernández. La visite officielle de ce dernier au Mexique les 21-24 février a marqué l’apparition d’un axe progressiste dans la région. Cette entente s’est notamment manifestée à propos du Nicaragua. L’Argentine et le Mexique ont concerté leur abstention lors des votes contre ce pays à l’OEA le 15 juin et le 20 octobre. L’affront fait aux Etats-Unis s’est toutefois avéré modeste, car le résultat du vote était acquis dans les deux cas. De plus, afin de montrer que leur position n’impliquait pas un soutien au régime, les deux pays ont simultanément rappelé leur ambassadeur le 21 juin en invoquant les exactions du régime. Dans un communiqué joint, le Mexique et l’Argentine déclaraient vouloir « collaborer de façon constructive à la promotion du dialogue afin que les Nicaraguayens règlent leurs problèmes de façon pacifique »<sup>7</sup>. Le Mexique s’est à nouveau abstenu lors du vote du 12 novembre concernant la non-reconnaissance de l’élection de Daniel Ortega, mais sans l’Argentine.

Point d’orgue de l’activisme diplomatique mexicain, le sixième sommet de la Celac le 18 septembre n’a pas pleinement convaincu. Dans un continent très polarisé, les gestes d’AMLO en direction de Cuba et du Venezuela n’ont pas été de nature à combler le fossé entre la gauche et la droite qui paralyse le multilatéralisme latino-américain depuis quelques années.

Seize présidents ont tout de même fait le déplacement, bien plus que lors du précédent sommet à Punta Cana (République dominicaine) en 2017, ce qui traduit un certain pouvoir de convocation. Seuls le Brésil et l’Argentine ont brillé par leur absence. Encore sous le choc de sa défaite aux élections intermédiaires<sup>8</sup>, Alberto Fernández s’est résolu à ne pas faire le déplacement.

---

<sup>5</sup> « Discurso del presidente Andrés Manuel López Obrador en el 238 Aniversario del Natalicio de Simón Bolívar, desde el Castillo de Chapultepec », 24 juillet 2021 (<https://lopezobrador.org.mx/2021/07/24/discurso-del-presidente-andres-manuel-lopez-obrador-en-el-238-aniversario-del-natalicio-de-simon-bolivar-desde-el-castillo-de-chapultepec/>).

<sup>6</sup> Homme d’affaire d’origine colombienne accusé de corruption, il est soupçonné d’avoir orchestré pour Maduro des montages financiers illicites de nature à contrecarrer les effets des sanctions américaines. Le gouvernement vénézuélien l’avait nommé ambassadeur et membre de l’équipe de négociation, afin de le protéger.

<sup>7</sup> Gobierno de Mexico, « México y Argentina llaman a consultas a sus embajadores en Nicaragua », 21 juin 2021 ([www.gob.mx/sre/prensa/mexico-y-argentina-llaman-a-consultas-a-sus-embajadores-en-nicaragua?state=published](http://www.gob.mx/sre/prensa/mexico-y-argentina-llaman-a-consultas-a-sus-embajadores-en-nicaragua?state=published)).

<sup>8</sup> Les primaires ouvertes, simultanées et obligatoires (PASO) : voir la troisième partie de ce volume.

Parmi les participants de dernière heure, le Vénézuélien Nicolás Maduro a suscité la réprobation de l'Uruguay et du Paraguay.

Le Mexique n'a pas rallié de nombreux soutiens à son projet de dynamiser l'OEA, ce qui était prévisible. AMLO a même semblé manquer de cohérence car trois jours avant le sommet, il a plaidé pour un élargissement à toute l'Amérique latine de l'ACEUM<sup>9</sup>. Le sixième sommet Celac a finalement produit une Déclaration de la ville de Mexico assez inepte<sup>10</sup> et des déclarations séparées sur l'embargo contre Cuba, les îles Malouines, la COP26, les générations futures et les langues et peuples indigènes.

En somme, le Mexique a tenté de relancer le multilatéralisme sur une base politisée, en souhaitant travailler prioritairement avec l'Argentine, le Pérou, la Bolivie et surtout Cuba. Une telle option complique la construction de consensus dans la région pour affronter des crises communes comme celle de la Covid-19. Présenté au G20 fin octobre, le projet mexicain d'accélérer la reconnaissance de tous les vaccins à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'a pas suscité un enthousiasme débordant.

### **Covid-19 : une année en dents de scie**

L'an 2 de la pandémie a réservé de nombreuses surprises à l'Amérique latine. Après avoir atteint des records mondiaux de morbidité en avril, la situation s'est améliorée de façon rapide et robuste pour atteindre en septembre des niveaux proches de ceux de l'Union européenne. La région semblait même épargnée par la quatrième vague fin novembre.

D'importantes différences ont toutefois pu être relevées entre les pays. Le 23 avril, le Pérou a franchi le seuil des cent quatre-vingts morts hebdomadaires par million d'habitants, alors que le Venezuela en comptait moins de cinq. En Amérique centrale, le Panama a connu un pic précoce le 17 janvier, avec plus de soixante-quinze morts hebdomadaires par million d'habitants, tandis que les pays voisins étaient encore épargnés. Le 20 septembre, le Costa Rica a dépassé les cinquante-huit morts alors que le Panama était redescendu à moins de neuf.

Peu de synchronisation donc, mais des évolutions brutales qui traduisent des décisions politiques par à-coup et une géopolitique des vaccinations très particulière<sup>11</sup>.

### **Economie : un rebond insuffisant**

Les progrès sur le front de la lutte contre la Covid-19 ont suscité l'optimisme concernant la reprise économique. A mesure que l'épidémie reculait, les prévisions de croissance pour

---

<sup>9</sup> « El presidente de México quiere extender el tratado de libre comercio de América del Norte a todo el continente », *Ambito*, 9 septembre 2021 ([www.ambito.com/politica/andres-manuel-lopez-obrador/el-presidente-mexico-quiere-extender-el-tratado-libre-comercio-america-del-norte-todo-el-continente-n5275281](http://www.ambito.com/politica/andres-manuel-lopez-obrador/el-presidente-mexico-quiere-extender-el-tratado-libre-comercio-america-del-norte-todo-el-continente-n5275281)).

<sup>10</sup> « Declaración de la ciudad de México VI Cumbre de Jefas y Jefes de Estado y de Gobierno de la CELAC », 18 septembre 2021 ([www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/668541/Celac\\_2021\\_Declaracion\\_de\\_la\\_Ciudad\\_de\\_Mexico\\_18sep21.pdf](http://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/668541/Celac_2021_Declaracion_de_la_Ciudad_de_Mexico_18sep21.pdf)).

<sup>11</sup> Lire la contribution de Kevin Parthenay dans ce volume.

2021 étaient revues à la hausse. Le Fonds monétaire international (FMI) a pronostiqué 3,6 % en janvier, puis 4,1 % en mars, 5,8 % en juillet et 6,3 % en octobre. La Cepal, de son côté, a annoncé 3,7 % en décembre 2020, 5,2 % en juillet et 5,9 % en septembre. Enfin, la Banque mondiale a tablé sur 6,3 % en octobre, mais en rappelant que ce chiffre restait en deçà des 6,7 % de chute du produit intérieur brut (PIB) enregistré en 2020.

Comme toujours, la croissance a été inégalement répartie. Au Chili, au Brésil et au Pérou, pays qui ont largement subventionné leur économie pendant la crise sanitaire, elle promettait d'être plus robuste qu'au Mexique, en Argentine ou en Colombie. Même le Venezuela a semblé en mesure de reprendre le chemin de la croissance après huit années catastrophiques (perte de 75 % du PIB, hyperinflation).

Cette reprise n'a cependant pas été suffisante pour compenser les pertes de 2020, et la fin du cycle de hausse des prix des matières premières a entretenu le doute quant à l'avenir. Par ailleurs, la reprise s'est accompagnée d'une flambée des prix, alimentée par divers facteurs : demande en hausse dans les pays développés, sécheresse au Brésil et au Mexique, hausse du prix de l'électricité et de la viande, fuite de capitaux et hausse du dollar dues aux incertitudes politiques (Pérou, Chili, Brésil, Colombie, Argentine). L'inflation a rongé les gains éventuels de pouvoir d'achat et le chômage est resté élevé, parce que la reprise a favorisé la main d'œuvre qualifiée. De surcroît, le secteur informel, notamment au Brésil et au Mexique, n'a guère absorbé les chômeurs<sup>12</sup>. Par conséquent, l'impact social de la Covid-19 promettait d'être profond et durable, avec un effondrement de la classe moyenne et une hausse des inégalités. Au Brésil, par exemple, l'insécurité alimentaire a connu une forte hausse<sup>13</sup>.

Après avoir été le continent le plus affecté au monde en termes de pertes de vies humaines rapportées à la population et de décroissance, l'Amérique latine s'interroge sur la façon d'envisager l'avenir après le rebond de 2021. Le scénario d'une nouvelle décennie perdue a été évoqué par la Banque mondiale.

## **Frustration sociale**

Rien d'étonnant donc à ce que le climat social, après une fausse accalmie en 2020<sup>14</sup>, se soit dégradé en 2021<sup>15</sup>. Pour les catégories de la population retombées dans la pauvreté, deux options s'offraient : protester, sans grande illusion d'être entendues, ou partir, sans grand espoir d'être accueillies dignement.

Dès le 15 janvier, une caravane de près de six mille Honduriens entamait un long et périlleux périple vers le nord, espérant un « effet Biden » favorable aux migrants. Sur ce plan,

---

<sup>12</sup> P. Salama, « Brésil, Mexique, une pandémie dévastatrice qui interroge », Opalc, septembre 2021 ([www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/Salama2021.pdf](http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/Salama2021.pdf)).

<sup>13</sup> PENSSAN Research Network, « Vigisan. National survey of food insecurity in the context the Covid-19 pandemic in Brazil », 2021 ([http://olheparaafome.com.br/VIGISAN\\_AF\\_National\\_Survey\\_of\\_Food\\_Insecurity.pdf](http://olheparaafome.com.br/VIGISAN_AF_National_Survey_of_Food_Insecurity.pdf)).

<sup>14</sup> Les confinements ont parfois donné l'impression d'une accalmie forcée, mais les mobilisations sont demeurées très actives. Voir la webserie « Protestas » de l'Opalc : [www.sciencespo.fr/opalc/content/protestas.html](http://www.sciencespo.fr/opalc/content/protestas.html).

<sup>15</sup> Global Protest Tracker : <https://carnegieendowment.org/publications/interactive/protest-tracker>.

l'année 2021 allait rapidement fournir la preuve d'une continuité avec la politique musclée de déportation initiée à l'époque de Barack Obama et accentuée par Donald Trump.

Pour ceux restés dans leur pays, les manifestations massives violemment réprimées ont d'abord secoué le Paraguay en mars. En cause, la lenteur des vaccinations et l'ineptie du gouvernement. De nombreux autres pays ont ensuite été concernés, notamment le Chili, la Colombie, le Brésil, la Bolivie et l'Equateur.

Au Chili, le président Piñera a déclaré l'état de siège dans le sud du pays en octobre pour faire face à des actes « terroristes » attribués aux Mapuches. La manœuvre était politique : épinglé par les « Pandora Papers » pour la vente d'une compagnie minière, il luttait pour défaire une tentative de destitution.

En Colombie, au printemps, la grève générale (*paro nacional*) s'est éternisée<sup>16</sup>. Déclenchée en réaction à une réforme fiscale, elle a mis au-devant de la scène des jeunes (*pelados*) réclamant une société moins inégalitaire. La répression a suscité la condamnation de la Cour interaméricaine des droits de l'homme<sup>17</sup>.

Au Brésil, les manifestations contre Jair Bolsonaro ont alterné avec les mobilisations de ses fidèles soutiens. La posture du président a toutefois évolué en cours d'année. Soupçonné de préparer un coup d'Etat, il a semblé avoir retrouvé la raison, sans pour autant envisager la défaite lors de l'élection présidentielle de 2022.

La Bolivie a connu le 11 octobre sa première grève générale (*paro cívico*) sous la présidence de Luis Arce. Les comités civiques s'opposaient à la loi 1386 de « stratégie nationale de lutte contre la légitimation des gains illicites et du financement du terrorisme ». Mais l'opposition en a profité pour dénoncer la « persécution » de Jeanine Añez<sup>18</sup>, des maires de La Paz (Iván Arias), Cochabamba (Manfred Reyes Villa), du gouverneur de Santa Cruz (Luis Fernando Camacho), et des anciens présidents Carlos Mesa (2003-2005) et Jorge Quiroga (2001-2002). Le lendemain, les militants du Mouvement vers le socialisme (MAS)<sup>19</sup> ont organisé une manifestation sous forme de marche en hommage à la wiphala<sup>20</sup>. L'unité nationale est encore loin... et le 8 novembre, l'opposition a lancé une grève générale indéfinie qui au bout de six jours a convaincu le président de retirer la loi 1386.

En Equateur, les mesures d'ajustement prises par le président Lasso, notamment la hausse des prix des carburants, ont provoqué un bras de fer entre le gouvernement et les mouvements sociaux emmenés par la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (CONAIE).

---

<sup>16</sup> Voir la contribution de Matilde Allain dans ce volume.

<sup>17</sup> OEA, « La CIDH condena las graves violaciones de derechos humanos en el contexto de las protestas en Colombia, rechaza toda forma de violencia y reitera la importancia de que el Estado honre sus obligaciones internacionales », 25 mai 2021 ([www.oas.org/es/CIDH/jsForm/?File=/es/cidh/prensa/comunicados/2021/137.asp](http://www.oas.org/es/CIDH/jsForm/?File=/es/cidh/prensa/comunicados/2021/137.asp)).

<sup>18</sup> Présidente par intérim en 2019-2020, à la suite du coup d'Etat contre Evo Morales, elle est incarcérée depuis le 13 mars 2021, accusée de terrorisme, sédition et conspiration.

<sup>19</sup> Parti de Evo Morales et Luis Arce.

<sup>20</sup> Drapeau multicolore des communautés indigènes d'Amérique latine.

Même Cuba a connu le 11 juillet une journée de mobilisation inédite<sup>21</sup>. La plateforme « Archipiélago »<sup>22</sup>, créée dans la foulée par le dramaturge Yunior García, a poussé la provocation jusqu'à déposer une demande d'autorisation d'une « marche pacifique pour le changement » pour le 15 novembre, en s'appuyant sur l'article 56 de la Constitution<sup>23</sup>. Sans surprise, elle a été interdite au motif qu'elle constituait une « provocation déstabilisante ». Pour tous les Cubains appelant de leurs vœux des changements politiques, le huitième congrès du Parti communiste organisé le 16 avril a été décevant. Au plan économique, en revanche, le régime a engagé des réformes qui figuraient sur son agenda d'« actualisation du modèle » depuis une dizaine d'années, notamment la réunification monétaire et la légalisation (sous conditions) des entreprises privées. Leur impact sera intéressant à observer dans les années qui viennent.

### Un coût politique toujours élevé

L'année 2021 a connu de nouveaux reculs de la démocratie. Au Brésil et au Salvador<sup>24</sup>, les présidents se montrent peu respectueux de la séparation des pouvoirs, tandis qu'au Pérou et au Nicaragua, les procédures électorales ont été dévoyées (Keiko Fujimori<sup>25</sup>) ou bafouées (Daniel Ortega<sup>26</sup>). Au Chili et en Equateur, les révélations des Pandora Papers ont fragilisé les présidents et compliqué la gouvernabilité. En octobre, la recrudescence de la violence liée au trafic de drogue en Equateur a poussé le président Lasso à décréter l'état d'urgence dans tout le pays.

En Haïti enfin, l'assassinat du président Jovenel Moïse a plongé le pays dans une nouvelle crise.

L'agitation sociale a engendré des retombées politiques contrastées. Selon les enquêtes du Latinobaromètre, les soutiens à la démocratie ont cessé de diminuer. Le sentiment général a plutôt été une certaine indifférence. A l'exception de l'année 2018, l'indifférence vis-à-vis du type de régime n'a jamais été aussi élevée depuis vingt-cinq ans.

Indépendamment du respect de la démocratie, certains présidents ont affiché en 2021 une cote de popularité très élevée (Salvador et République dominicaine notamment). Le coût politique le plus élevé est payé par les partis politiques, qui ne suscitent guère d'adhésion.

La démocratie représentative est bel et bien en crise, ce qui favorise depuis une bonne vingtaine d'années l'émergence d'outsiders, comme Bukele au Salvador ou Castillo au Pérou. Les alternances se sont faites plus fréquentes.

---

<sup>21</sup> Voir la contribution de Joséphine Foucher dans ce volume.

<sup>22</sup> Proyecto Archipiélago : [www.youtube.com/watch?v=KxBd7wEpyUk](https://www.youtube.com/watch?v=KxBd7wEpyUk).

<sup>23</sup> « Artículo 56. Los derechos de reunión, manifestación y asociación, con fines lícitos y pacíficos, se reconocen por el Estado siempre que se ejerzan con respeto al orden público y el acatamiento a las preceptivas establecidas en la ley » ([www.gacetaoficial.gob.cu/es/constitucion-de-la-republica-de-cuba-proclamada-el-10-de-abril-de-2019](http://www.gacetaoficial.gob.cu/es/constitucion-de-la-republica-de-cuba-proclamada-el-10-de-abril-de-2019)).

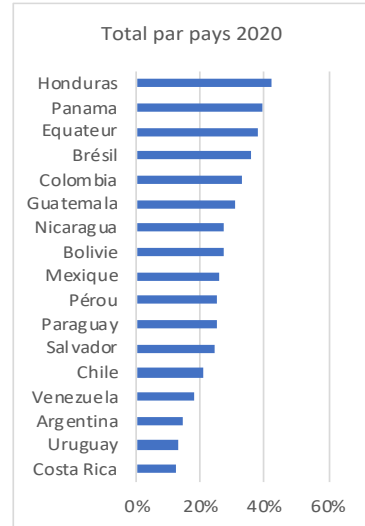
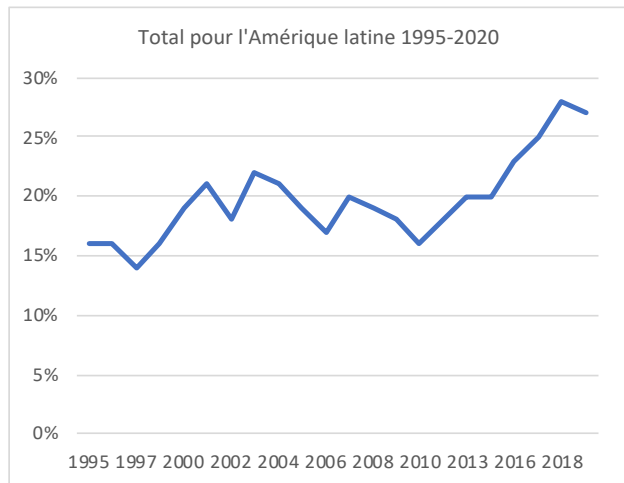
<sup>24</sup> Voir la contribution de Thierry Maire dans ce volume.

<sup>25</sup> Voir la contribution de Gustavo Pastor dans ce volume.

<sup>26</sup> Voir la contribution de Maya Collombon dans ce volume.

**Figure 1**  
**Indifférence vis-à-vis de la démocratie**

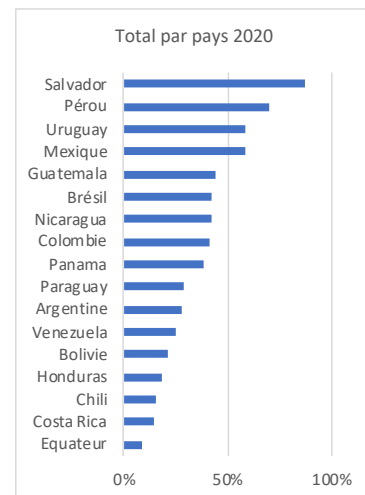
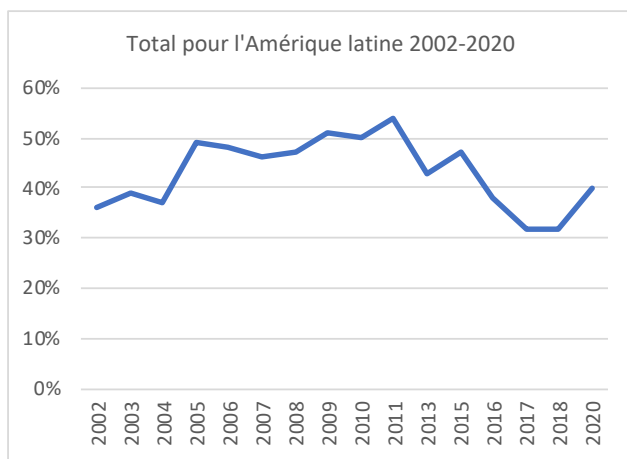
Etes-vous d'accord avec la phrase suivante : « Pour les gens comme nous, cela ne fait pas de différence que le régime soit démocratique ou pas » ?



Source : Latinobarometro 2020

**Figure 2**  
**Popularité des gouvernements**

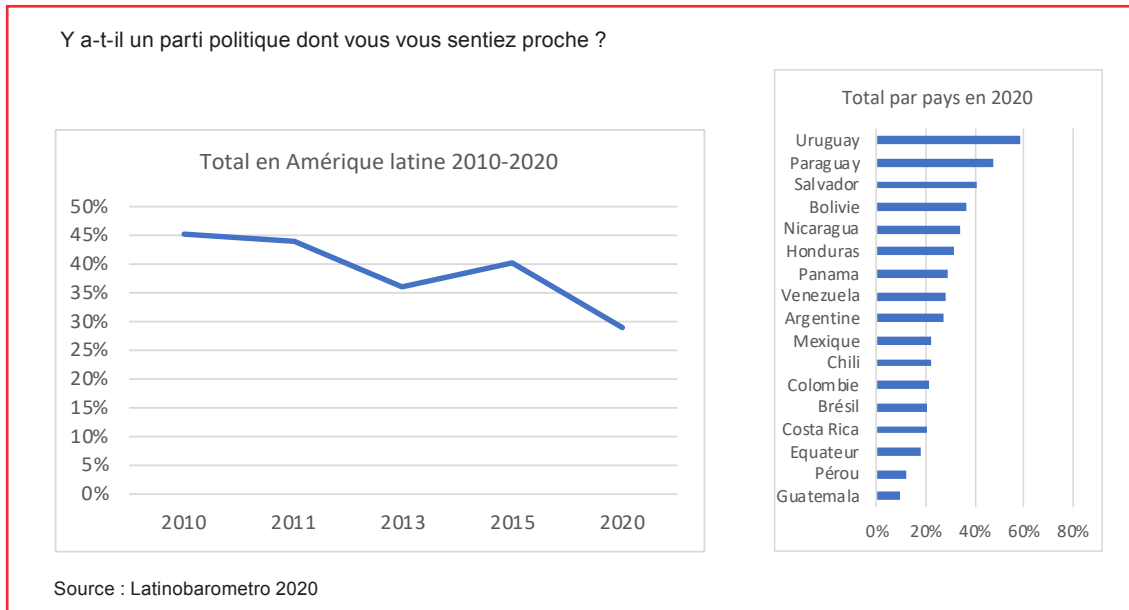
Approuvez-vous ou désapprouvez-vous le gouvernement du président ?



Source : Latinobarometro 2020



**Figure 3**  
**Chute de la proximité partisane**



### Le multilatéralisme toujours en panne

L'activisme diplomatique mexicain évoqué plus haut n'a pas, loin s'en faut, permis au multilatéralisme latino-américain de résoudre ses crises.

Au sein du Marché commun du Sud (Mercosur), qui a fêté en 2021 son trentième anniversaire, le débat sur la « flexibilisation » a opposé le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay à l'Argentine. L'Uruguay a manifesté sa volonté de signer individuellement des accords de libre-échange avec des pays tiers, notamment la Chine, ce qui contrevient au statut d'union douanière du groupe. Lors du sommet de mars, le président uruguayen a qualifié le Mercosur de « fardeau » (*lastre*). En octobre, les quatre pays membres sont tout de même parvenus à s'entendre sur une baisse du tarif extérieur commun.

L'Uruguay n'est pas le seul pays à réclamer un retour au libre-échange. Dans les pays où la droite a récemment emporté les élections, cette option revient à l'agenda (Equateur notamment).

Mais la crise de l'intégration a aussi été le produit de la dérive autoritaire de certains pays, tout particulièrement en Amérique centrale. Ainsi, le Nicaragua a-t-il manœuvré pour que le nouveau secrétaire général du Système d'intégration centraméricain (SICA) soit un proche de son régime. Il n'y est pas parvenu, entraînant une paralysie de l'organisation.

Parallèlement, d'autres projets ont été lancés, à l'initiative d'organisations de la société civile.

Faisant suite à la « Rencontre des peuples et organisations d'Abya Yala pour la construction d'une Amérique plurinationale » de décembre 2020, Evo Morales a présenté le 2 août un

« décalogue »<sup>27</sup> qui doit servir de feuille de route à la Runasur<sup>28</sup>. A terme, comme le soutient le président bolivien Luis Arce, l'ambition est de relancer l'Union des nations sud-américaines (Unasur).

Dans l'attente, faute d'instruments de concertation propres à la région, les disputes bilatérales n'ont pas pu être résolues.

Ainsi, l'Argentine et le Chili se sont une nouvelle fois querellés au sujet de la Patagonie. Un décret chilien a élargi sa plateforme continentale de 30 500 km<sup>2</sup>, dont selon l'Argentine 5 500 km<sup>2</sup> sont pris sur les eaux territoriales argentines (et le reste sur le patrimoine de l'humanité). En cause, une contradiction entre la règle des deux cents miles nautiques et le trente-septième méridien marquant la séparation entre les deux pays depuis le Traité de paix et d'amitié de 1984.

A l'inverse, la frontière entre la Colombie et le Venezuela a été rouverte.

2021 a été l'année du Mexique, mais aussi celle de Lula, qui a récupéré ses droits politiques après l'annulation de la plupart des condamnations ou procès (et dix-neuf mois de prison). 2022 sera l'année du Brésil, avec une élection présidentielle à haut risque et les célébrations de son bicentenaire.

---

<sup>27</sup> « Evo Morales presentó el Decálogo de RUNASUR para la América Plurinacional », *Presenza*, 2 août 2021 ([www.presenza.com/es/2021/08/evo-morales-presento-el-decalogo-de-runasur-para-la-america-plurinacional/](http://www.presenza.com/es/2021/08/evo-morales-presento-el-decalogo-de-runasur-para-la-america-plurinacional/)).

<sup>28</sup> Association de « Runa » (peuple en quechua) et Unasur.